

AU NOM DE L'EUROPE, IL NÉGOCIE EN SECRET AVEC LES ÉTATS-UNIS UN ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE QUI SOUMETTRAIT LES PAYS AUX DIKTATS DES GÉANTS DU PRIVÉ.

IGNACIO GARCIA BERCCERO, L'AGENT DU NÉOLIBÉRALISME FOU

Qui connaît Ignacio Garcia Berccero ? L'homme est directeur général du commerce à la Commission européenne, structure qui est à la transparence ce que la margarine est au beurre. A ce titre, il négocie pour les vingt-huit l'accord de partenariat transatlantique entre les États-Unis et l'Union européenne. Ce dernier vise à concrétiser le rêve des libre-échangistes les plus fous : la création d'une vaste zone où les barrières douanières et réglementaires seraient bannies, au profit des géants du privé, et notamment des groupes américains.

Il s'agit de mettre à bas les normes en vigueur dans des domaines multiples et variés, qui vont de la sécurité alimentaire à la protection de la vie privée, au nom du principe imbécile selon lequel la liberté du commerce dérégulé induit l'expansion générale (si tel était le cas, ça se saurait). Une fois ces principes coulés dans le marbre juridique, ni les États ni les Parlements ne

pourraient s'y opposer, sauf à être renvoyés devant des tribunaux internationaux qui seraient en mesure de leur faire payer leurs incartades.

Les négociations durent déjà depuis plusieurs mois, dans l'opacité générale, à l'abri des regards indiscrets. A part le nom des négociateurs officiels, rien ne transparait. Seuls les lobbyistes ont accès aux premiers documents préparatoires issus des discussions. Pour le reste, c'est le black-out. Pas question de mettre sur la table des éléments d'information qui pourraient permettre

aux peuples ou à leurs mandants d'intervenir.

Nicole Briec, ministre du Commerce extérieur, s'est contentée de mettre en place un « comité de suivi et de réflexion sur l'accord de partenariat transatlantique ». On y trouve quelques parlementaires triés sur le volet, des sommités du monde patronal et des économistes bien en cour, emmenés par l'inévitable Elie Cohen. Bref, des experts vont en surveiller d'autres, emmenés par Ignacio Garcia Berccero, qui n'a jamais reçu le moindre mandat populaire et qui se considère autorisé à faire ce qu'il veut. La ministre s'est bien gardée de demander la levée du secret de la négociation et l'accès du Parlement aux débats en cours. Ce serait pourtant le minimum. Avant de donner des leçons de démocratie à l'Ukraine, il faut balayer devant sa porte. ■ JACK DION

françois leonard / Reuters

